

Comprendre l'accalmie : une reprise en main du Nord-Tillabéri au Niger

Note d'information préparée pour :
Programme Sahel de la Konrad Adenauer Stiftung

Par Hannah Rae Armstrong

Faits nouveaux : Pendant des années, le Nord du Tillabéri a été l'une des régions les plus dévastées du Sahel, en proie à des affrontements violents entre les forces de défense et de sécurité nigériennes et la branche sahélienne de l'État Islamique (EIGS), attisant également les tensions entre communautés frontalières. Cependant, la région a connu des niveaux de violence nettement inférieurs au cours de l'année écoulée.

Intérêt de la question : En adoptant une approche combinant des mesures de sécurité et de dialogue, les autorités nigériennes ont obtenu de véritables avancées dans le nord du Tillabéri, notamment en affaiblissant l'emprise de l'EIGS, en renforçant la sécurité aux frontières, en réduisant les tensions intercommunautaires et en favorisant le retour des personnes déplacées. Alors que les violences rurales continuent de plonger les États du Sahel central dans le conflit, l'approche innovante du Niger dans le nord du Tillabéri pourrait constituer un nouveau paradigme crucial pour répondre à cette crise..

INTRODUCTION

De 2018 à 2021, le Nord-Tillabéri au Niger a été l'une des régions les plus meurtrières du Sahel central, piégée dans un cycle d'escalade de la violence. La branche sahélienne de l'État islamique, exploitant habilement les tensions locales et tirant parti de la marginalisation et de l'abandon des zones rurales, s'y est enracinée et y a intensifié son recrutement.¹ Malgré les efforts déployés par l'État pour contrer l'avancée du groupe, force est de constater qu'ils n'ont pas débouchés sur les résultats escomptés: les tentatives de dialogue ont échoué, plusieurs opérations militaires se sont révélées être contre-productives, et certaines communautés ont fini par prendre les armes pour se défendre. Des centaines de personnes ont été tuées et plus de 100 000 ont été déplacées.

Puis, en 2022, de rares signes de reprise sont apparus. Les attaques contre les civils et les forces de défense et de sécurité (FDS) ont chuté, ces mêmes forces de défense ont semblé mieux protéger les civils sans avoir recours à des supplétifs communaux, et les pourparlers avec les insurgés ont commencé à porter leurs fruits. Dans les communes rurales de Banibangou et d'Inates, l'amélioration des conditions de sécurité a suscité de nouveaux espoirs et des efforts pour que les personnes déplacées rentrent chez elles. Alors que d'autres zones tout aussi éprouvées du Sahel central s'enfoncent davantage dans le désordre, la

stabilisation apparente du Nord-Tillabéri, bien qu'encore à ses débuts, mérite un examen attentif et minutieux. En analysant les facteurs qui ont contribué à ralentir ou à mettre fin aux cycles de violence, la présente note politique vise à éclairer les voies permettant de préserver et de consolider les gains réels. Les leçons tirées de cette expérience pourraient constituer une aide précieuse pour les autorités du Niger, du Mali et du Burkina Faso, ainsi que pour les partenaires étrangers, qui cherchent à stabiliser des zones prises au piège dans des cycles similaires.

a) Facteurs d'aggravation de la crise dans le Nord de Tillabéri

Le Nord-Tillabéri se situe le long de la zone frontalière du Mali, au sud de la région malienne de Menaka. Cette zone s'étend de la commune d'Ayorou à l'est du fleuve Niger à la commune d'Abala à l'ouest de Tahoua, et abrite de nombreuses communautés d'agriculteurs et d'éleveurs, dont les Djerma, les Peul, les Touareg et les Daosahak. Au cours des dernières décennies, les tensions ont augmenté entre ces groupes. La croissance démographique et l'expansion des communautés agricoles principalement Djerma ont intensifié la concurrence avec les éleveurs nomades pour les droits fonciers et les droits d'accès à l'eau. Lorsque les combattants de l'EIGS ont exploité ces tensions entre 2015 et 2018, les autorités politiques et les forces de sécurité nigériennes ont été confrontées à des défis importants pour formuler une réponse appropriée.

¹ En mars 2022, l'organisation centrale de l'État islamique a déclaré la province du Sahel de l'État islamique, active principalement dans la région du Liptako-Gourma et le long de la frontière entre le Mali et le Niger, distincte de la province de l'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP). Ce groupe sera appelé l'EIGS dans le présent rapport.

En 2016, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Mohamed Bazoum, a envoyé des émissaires pour entamer des pourparlers avec les dirigeants de la section locale de l'État islamique. Cet effort n'ayant pas abouti, le Niger a opté pour une stratégie plus ferme, autorisant et apportant un soutien logistique aux groupes armés maliens et communautaires daosahak et touaregs, le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) et le Groupe d'autodéfense des Touaregs de l'Imghad et alliés (GATIA), afin qu'ils mènent des offensives conjointes avec le soutien aérien des forces militaires françaises du côté de sa frontière.²

Visant à réduire la portée des militants, ces offensives dans les zones frontalières, qui se sont poursuivies jusqu'à une frappe désastreuse en octobre 2018 lors d'un baptême peul, tuant trois femmes et un bébé de quatre mois, ont involontairement entraîné une augmentation de leur nombre. Les frappes ont ciblé de manière disproportionnée les civils peuls, intensifiant les tensions communautaires et favorisant le recrutement pour l'État islamique, qui a offert des armes, de l'entraînement et une protection aux jeunes hommes des communautés frontalières qui étaient de plus en plus attaquées.³

Les nouveaux recrutements n'ont pas seulement augmenté le nombre total de combattants de l'EIGS ; ils ont également permis à l'EIGS, qui depuis 2015 avait fait

des incursions principalement parmi les recrues toleebe et djelgobe (peul) du nord de Tillabéri, de construire des réseaux au sein des communautés daosahak, touareg et djerma. Dans les communes rurales telles que Tingara, par exemple, l'EIGS, qui s'appuie efficacement sur les griefs locaux, notamment les pressions foncières et politiques croissantes exercées sur les éleveurs et les scissions entre les communautés ayant des revendications foncières concurrentes, a été en mesure de diversifier son leadership en exploitant un différend de longue date entre les villages pour recruter davantage de djerma.

Le groupe militant s'est ainsi ancré dans le nord de Tillabéri, développant un réseau de renseignement rural sophistiqué qui lui a permis d'éroder l'autorité de l'État dans cette région instable. Les combattants ont sapé les liens fragiles entre l'État et les habitants des zones rurales, intimidant ou assassinant les dirigeants locaux qui collaboraient avec l'État, remettant en question les hiérarchies politiques, communales et économiques obsolètes et exerçant une forte pression sur les forces de sécurité nigériennes.⁴ Tout au long de l'année 2019, bien que les leaders communautaires et la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) aient mené des initiatives de dialogue local visant à démêler et à traiter certains des griefs politiques et communautaires qui alimentent la montée du militantisme, ces

2 R. Carayol, « A la frontière entre le Niger et le Mali, l'alliance coupable de l'armée française », *Mediapart*, 29 nov 2018.

3 "Sidelining the Islamic State in Niger's Tillabéri", *Crisis Group Africa Report No. 289*, 03 juin 2020.

4 R. Idrissa & B. McGann, "Mistrust and Imbalance : The Collapse of Intercommunal Relations and the Rise of Armed Community Mobilization on the Niger-Mali Border", *Réseau RESOLVE*, avril 2021.

initiatives ont eu des difficultés à produire de réels progrès⁵.

Le conflit a continué à prendre de l'ampleur. En décembre 2019 et janvier 2020, l'Etat Islamique a mené ses attaques les plus sophistiquées à ce jour contre des cibles militaires nigériennes dans le nord de Tillabéri, tuant environ 200 personnes stationnées à Inates et à Cinegodrar. Les forces de sécurité ont répondu par des attaques violentes contre les civils, exécutant au moins 71 civils non armés à Inates entre mars et avril 2020 et les enterrant dans six fosses communes.⁶ En 2021, alors que l'attention du pays se tournait vers un cycle d'élections présidentielles et législatives controversées et à fort enjeu, les communautés rurales étaient plus exposées que jamais et attaquées de toutes parts.

La phase suivante du conflit a été la plus meurtrière. Alors que l'État perdait du terrain et que les forces de sécurité de l'État se retiraient des principaux postes frontaliers à la suite des tueries d'Inates et de Cinegodrar, les habitants, terrifiés, ont fui. De 2019 à 2021, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de Tillabéri est passé de 79 412 à 100 486.⁷ D'autres ont pris les armes pour assurer leur propre défense. À l'heure où le Mali

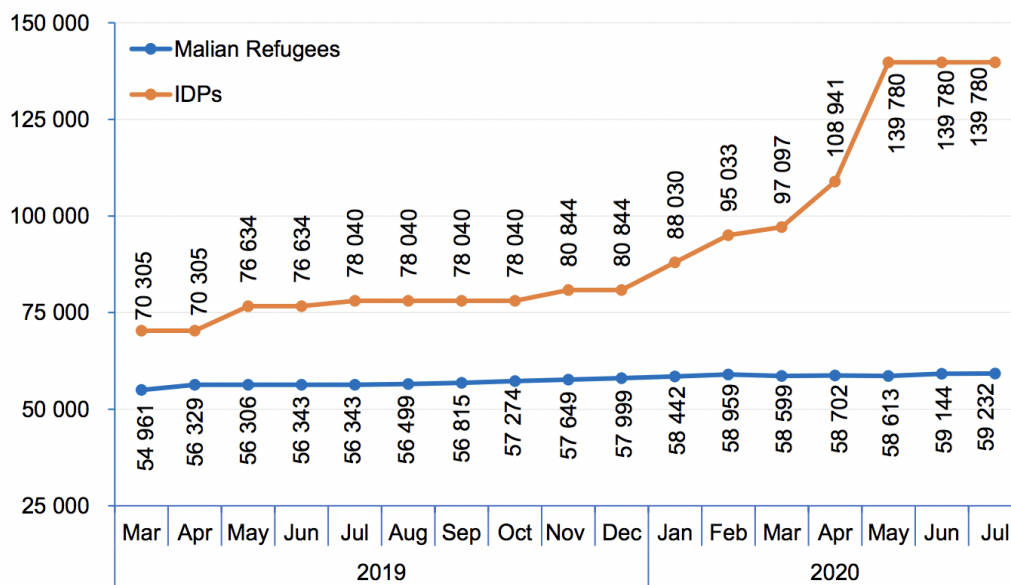
et le Burkina Faso s'appuient de plus en plus sur les milices communautaires pour assurer leur sécurité, le Niger a opté pour la retenue, ayant appris des raids du MSA/GATIA que les solutions à court terme peuvent entraîner de lourdes conséquences à long terme. Les autorités de l'État pouvaient difficilement empêcher les villageois exposés de se défendre, mais elles ont essayé d'intégrer efficacement les populations locales dans la réponse nationale en matière de sécurité. La Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) a lancé des programmes de recrutement spéciaux pour intégrer les jeunes hommes de la zone frontalière dans la Garde nationale. Avec le temps, on espérait que cela permettrait de répondre aux griefs de marginalisation de la minorité peule et d'améliorer les renseignements, les communications et les relations communautaires entre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les communautés frontalières.⁸

5 Il s'agit notamment d'un forum organisé en 2019 à Banibangou par la HACP, destiné à répondre aux griefs des Peuls, y compris avec un recrutement spécial, et d'une initiative menée par les autorités locales pour négocier la paix entre les communautés Daosahak et Peul à Abala.

6 "Sahel : End Abuses in Counterterrorism Operations", *Human Rights Watch*, 13 février 2021.

7 «Niger - Maradi, Tahoua, Tillabéri - Evaluation de villages 1 (3 avril - 31 mai 2021)», IOM *Global Data Institute Displacement Tracking Matrix*, <https://rb.gy/a33qe6>.

8 Entretiens avec les auteurs, Niamey, 2019.



Source: UNHCR

Fin 2020, de nombreuses communes ont vu naître des mouvements visant à armer et former la jeunesse locale avec des fusils de chasse, des arcs et des machettes. Le 2 janvier 2021, des militants de l'État islamique ont attaqué les villages de Tchomabangou et Zaroumdareye (Tondikiwindi), chassant et tuant 102 personnes, presque toutes des hommes et des garçons djermas.⁹ Selon les témoignages des habitants, les attaques ont été précipitées par une série de facteurs, notamment les efforts coalisés d'autodéfense des villageois, leur refus de payer la zakat, ainsi que leur organisation en groupes armés et leur attaque contre un éleveur peul. Des attaques similaires ont suivi peu après à Banibangou et à Tilia (région de Tahoua), deux sites où des milices communales étaient en train d'émerger.

b) Comment expliquer l'accalmie ?

Compte tenu de la détérioration rapide et généralisée du conflit entre 2018 et 2021, un renversement apparent

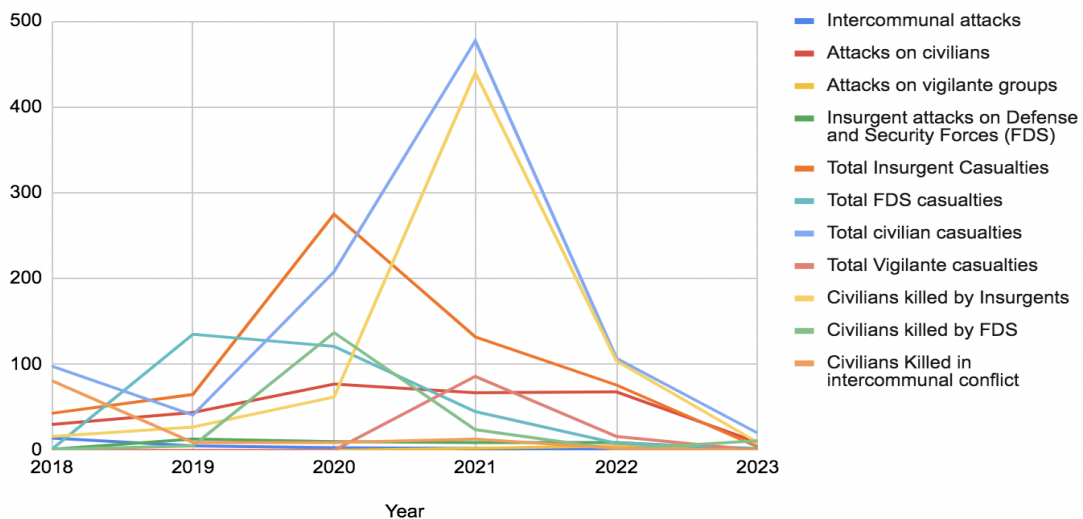
observable dans les données de 2022 mérite d'être examiné de plus près. Une accalmie relative s'est installée depuis lors, réduisant les niveaux de violence contre des cibles militaires, civiles et communales. Cela a suscité des espoirs prudents de reconstruction, dans un contexte marqué par des médiations intercommunautaire et des dialogues avec les groupes djihadistes, ainsi que l'amélioration des relations entre les forces de sécurité et les habitants du Nord-Tillabéri, et le retour de certaines populations déplacées, notamment des éleveurs peuls.

De 2021 à 2022, les violences contre les civils dans le Nord-Tillabéri ont chuté de près de 80 %, passant d'un pic de 477 victimes en 2021 (la plupart tuées par les insurgés) à 107 en 2022. Les affrontements entre les FDS et l'EIGS ont diminué en 2021 ; l'EIGS se concentrant davantage sur la lutte contre les groupes d'autodéfense locaux, le nombre de FDS tuées dans le nord de Tillabéri a chuté, passant d'une moyenne de 100 FDS tuées par an dans le nord de Tillabéri en 2019, 2020 et 2021, à seulement 8 en 2022. Selon les chefs de communautés et les habitants, ce répit apparent dans les combats entre l'EIGS

⁹ «Meurtre à Tillabéri : Calming Niger's Emerging Communal Crisis», *Crisis Group Africa Report No. 172*, 28 mai 2021.

et les FDS nigériennes représente un soulagement et une rare lueur d'espoir pour les communautés frontalières du Nord Tillabéri, piégées entre les feux croisés des militants djihadistes et des forces nigériennes soutenues par l'Occident.¹⁰

Overview of violence in Northern Tillabery from 2018 to 2023



Credit: Emma Ciccarella

Il est encore trop tôt pour évaluer si cette accalmie est une amélioration temporaire ou si elle peut servir de base pour réparer le tissu social déchiré dans le nord de la région de Tillabéri. Il y a trop de variables en jeu pour le moment pour pouvoir en tirer des conclusions fermes. Certains facteurs ont contribué à la désescalade, dont certains par hasard, tels que des circonstances opportunes liées au changement de structure et d'attention de l'État islamique. D'autres facteurs sont le fruit d'efforts et d'une coordination minutieuse entre l'État et les autorités

locales, ainsi que d'approches politiques et sécuritaires, y compris une première série de bénéfices tirés des investissements dans la sécurité locale et nationale et les initiatives de dialogue. Saisir le rôle de ces choix stratégiques dans l'instauration d'une véritable accalmie dans la zone, même si cela n'a pas encore été largement expérimenté, est primordial pour envisager la résolution des conflits dans le centre du Sahel.

10 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

I. DÉFENDRE LE NORD DE LA TILLABÉRI

Au cours de l'année 2022, la section sahélienne de l'État islamique opérant le long de la frontière entre le Mali et le Niger a connu d'importantes transitions. Lorsque la France a redéployé des troupes basées au Mali sur le sol Nigérien, un vide sécuritaire naissant dans la région malienne de Menaka a attiré l'attention des militants sur les nouvelles opportunités qui s'offraient à eux ; dans le même temps, des assassinats ciblés et des frappes des deux côtés de la frontière ont éliminé des dirigeants étrangers et locaux de premier plan. Les forces de sécurité nigériennes, bénéficiant du soutien de l'étranger et d'un dispositif de sécurité régional renforcé, se sont efforcées de professionnaliser leur réponse sécuritaire et d'améliorer les relations avec la population locale.

Suivant le départ des forces françaises du Mali au cours du premier semestre 2022, l'EIGS a concentré son attention du côté malien de la frontière commune.¹¹ A la date de juillet 2022, 300 soldats de l'opération Barkhane avaient été redéployés sur une base militaire à Ouallam, le centre des opérations antiterroristes dans le Nord-Tillabéri. Marqués par les pertes subies sous leur direction dans le cadre des efforts de lutte contre le terrorisme au Mali et par leur expulsion brutale de ce pays, les forces françaises se sont engagées à jouer un rôle plus discret et à soutenir les forces armées nigériennes dans le

cadre d'opérations conjointes.¹² Selon des sources sécuritaires nigériennes, le soutien aérien français et les campagnes conjointes sol-air ont considérablement renforcé les capacités défensives nigériennes contre l'EIGS.¹³

Le Niger a renforcé son dispositif défensif dans le nord de Tillabéri au cours de cette période grâce à des mesures visant à affiner les opérations de sécurité et à mieux travailler avec les résidents. Les sources de sécurité ont cité des améliorations en matière d'équipement, de formation et de préparation tactique, notamment concernant le déploiement de véhicules blindés dans certaines unités de patrouille qui en étaient dépourvues auparavant, et l'intégration de nouvelles méthodes pour protéger les patrouilles contre les tactiques sophistiquées de l'EIGS, telles que les embuscades à l'aide d'engins explosifs improvisés (EEI).¹⁴

En outre, à la suite d'une tentative de coup d'État en mars 2021 avant l'investiture du président Bazoum, une purge de la hiérarchie militaire a rééquilibré les relations entre les élites politiques et militaires.¹⁵ Selon des sources sécuritaires et locales, la nouvelle hiérarchie a introduit un contrôle plus politique des opérations militaires dans le Nord Tillabéri.¹⁶ Ils ont salué une campagne de sensibilisation menée par la Présidence et le Haut

11 W. Nasr, "How the Wagner Group is Aggravating the Jihadi Threat in the Sahel", *CTC Sentinel*, Nov/Dec 2022, Vol. 15, Issue 11.

12 «Après son retrait total du Mali, l'armée française se redéploie au Niger», *TF1*, 16 août 2022.

13 Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

14 Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

15 Plus de 60 officiers militaires, dont trois généraux, ont été purgés des forces armées. Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

16 Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

Commandement militaire, qui a permis de réduire les incidents de violence des forces de sécurité contre les civils. De plus, cette campagne a amélioré les relations entre les FDS et les habitants des zones rurales. À Tahoua et à Tilia, la coopération accrue entre les autorités de l'État, les informateurs locaux et les groupes armés a permis de démanteler les réseaux de renseignements de l'EIGS et d'affaiblir davantage son emprise sur le flanc oriental.

Néanmoins, dans au moins une zone du nord de Tillabéri, ainsi que dans la région voisine de Tahoua à l'Est, des problèmes de sécurité complexes subsistent, liés à l'organisation des habitants en groupes d'autodéfense.¹⁷ Bien que le Niger ne prenne pas publiquement parti en faveur des milices communautaires et ne collabore pas avec elles, il arrive souvent que les autorités ferment simplement les yeux sur leur existence. En 2021, Oumarou Bobo, maire de Banibangou, ville et commune rurale à majorité djerma dans le nord de Ouallam, lui-même garde national à la retraite, a organisé des villageois djerma en un «comité d'autodéfense», équipant les hommes volontaires d'armes légères et les entraînant.¹⁸ Le harcèlement ciblé du groupe à l'encontre des éleveurs et des villageois peuls a poussé ces derniers à quitter la commune. En

novembre 2021, alors que Bobo dirigeait ses hommes dans une offensive visant à éradiquer les militants, ils sont tombés dans une embuscade à Dabdab. Il a été tué au combat avec plus de 60 de ses hommes. Le groupe reste armé.

En 2022, des groupes d'autodéfense ancrés dans les communautés touaregs étaient également actifs à Tilia et Tahoua. Ces groupes collaborent avec les autorités locales et nationales et échangent des renseignements, alors même que leurs affiliations communautaires prolongent et attisent les tensions intercommunautaires.¹⁹ Cette situation peut compromettre les efforts de dialogue, en opposant les objectifs des politiques nationales interdisant les milices communautaires et privilégiant le dialogue avec les djihadistes aux réalités des pratiques locales.

À la suite de la transition politique de 2021, saluée comme «le premier transfert de pouvoir pacifique et démocratique depuis l'indépendance», le Niger a affiné son dispositif de sécurité dans le nord de Tillabéri.²⁰ À cette époque, l'EIGS se repositionnait également, s'enfonçant plus à l'ouest dans l'intérieur du Mali avec une nouvelle offensive, laissant sa base arrière le long de la frontière avec le Niger plus exposée.

Lorsque les forces françaises ont achevé leur retrait du Mali en août 2022, l'EIGS menaçait d'occuper - ou avait déjà occupé -

17 L'expansion de ces groupes aggrave les conditions d'insécurité dans le Sahel central. M. Pellerin, «Les groupes d'auto-défense, pompiers pyromanes du Sahel», *IFRI*, déc. 2022.

18 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023. Dans les années 1990, Bobo a occupé un poste administratif et a dirigé les efforts de désarmement de la milice peule désactivée à cette époque. Depuis, les communautés peules le perçoivent comme ayant des préjugés et déterminé à les éliminer de la commune.

19 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

20 «Assurer la pérennité des acquis démocratiques tout au long de la transition politique au Niger», *Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF)*, 26 septembre 2022.

des postes dans les vastes régions de Gao et de Menaka, dans le Nord-Est du pays. Là, à la suite d'un affrontement avec le groupe Daosahak du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA-D), le groupe et ses affiliés ont attaqué des dizaines de villages et massacré des dizaines de civils, ciblant principalement les groupes touaregs et Daosahak.²¹ Cela a ouvert une nouvelle phase de contestation entre l'EIGS et son rival djihadiste, la branche sahélienne d'Al-Qaïda, Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM), au cours de laquelle l'EIGS a infligé de lourdes pertes au JNIM et est retourné dans les zones dont il avait été chassé par le JNIM lors de combats antérieurs en 2020.²² Les combats ont usé les deux rivaux, bien que la rapidité et le succès de l'offensive de l'EIGS aient surpris certains observateurs qui sous-estiment habituellement l'organisation et les capacités du groupe.

Galvanisé par de récents succès, mais avec une attention de plus en plus portée sur le Mali et une nouvelle coalition puissante d'opposants, l'EIGS était en proie à une profonde transition au niveau de son leadership. En 2021, le groupe a perdu ses deux principaux dirigeants idéologiques étrangers, le fondateur et chef de l'EIGS Abou Walid al Sahraoui (tué lors d'une frappe française en août 2021) et Abdelhakim al Sahraoui (tué dans des circonstances non confirmées en mai 2021). Tout au long de l'année 2022, alors que l'EIGS combattait sur deux fronts, le groupe a subi de lourdes pertes

parmi les commandants opérationnels locaux, dont beaucoup étaient des Peuls originaires du nord de Tillabéri. Il s'agit notamment d'Ousmane Illiasou Djibou (Alias ; Petit Chapori), qui aurait été tué en novembre 2022, de Moussa Moumouni et de chefs connus sous les noms de Ba Oudi et Tchoungel.²³ Selon des sources de sécurité nigériennes, une poignée de commandants peuls survivants du Nord-Tillabéri se sont réfugiés au Mali.²⁴

II. «MAIN TENDUE» : LE RÔLE DES STRATÉGIES DE DIALOGUE DANS LE RÉTABLISSEMENT

L'amélioration des capacités de défense nigériennes le long de la frontière malienne conjuguée au revirement de l'attention de l'EIGS vers le côté malien de la frontière sont des développements significatifs, mais n'expliquent que partiellement la reprise dans le nord de Tillabéri. Parallèlement, les politiques étatiques et locales se sont efforcées de mettre en place un cadre pour la résolution des conflits, notamment en entamant des pourparlers avec les insurgés et en favorisant la réconciliation entre les communautés.

a) Stratégie de dialogue national

Au cours du premier semestre 2022, le Président Bazoum a visité les communautés touchées par le conflit

21 "Mali : Coordinated Massacres by Islamist Armed Groups", *HRW*, 27 octobre 2022.

22 «Profil de l'acteur : La province du Sahel de l'État islamique», *ACLEDA*, 13 janvier 2023.

23 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

24 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

et déplacées dans la zone des trois frontières, s'engageant à réintégrer les militants qui renoncent à la violence par une politique de «main tendue».²⁵ En coulisses, les organes nationaux lançaient de multiples pistes de dialogue pour tenir cette promesse. Une certaine ambiguïté stratégique quant aux objectifs du Niger dans le cadre de ces pourparlers, dont le contenu (selon les autorités) va des redditions de militants à des négociations plus substantielles axées sur les réformes, a permis aux médiateurs nigériens d'explorer différentes voies et de se prémunir contre l'examen minutieux des acteurs étrangers habitués à rejeter catégoriquement la piste des négociations avec les terroristes.²⁶ Alors que la France s'est opposée à plusieurs reprises à des pourparlers avec les djihadistes au Mali, elle a adopté un rôle plus discret en s'abstenant d'interférer avec les stratégies nigériennes visant à poursuivre du dialogue.²⁷ Par ailleurs, selon les acteurs des différentes pistes de dialogue, un cessez-le-feu entre le Niger et l'EIGS a permis de créer un environnement plus propice aux négociations.²⁸ L'amélioration

de la sécurité dans la défense du côté nigérien de la frontière commune a joué un rôle crucial en démontrant que le Niger était prêt à faire respecter cet accord par la force si nécessaire, car les combattants de l'EIGS qui font des incursions sont plus susceptibles d'être accueillis par des frappes aériennes et des poursuites agressives.

Une initiative menée par la HACP, avec le soutien de partenaires étrangers, s'est concentrée sur la reconquête des combattants démobilisés, inspirée en partie par des efforts similaires déployés auprès des déserteurs de Boko Haram dans la région de Diffa.²⁹ L'offre, diffusée lors de pourparlers directs et par l'intermédiaire des communautés des militants et des membres de leurs familles vise à convaincre les commandants locaux de revenir avec leurs combattants, ainsi qu'à faire appel aux membres de leurs bases. Les démobilisés sont interrogés par des officiers de renseignement, puis logés avec leurs familles, y compris leurs épouses et leurs enfants. Certains sont réinstallés, tandis que d'autres reçoivent des permis de travail et une assistance. Les responsables affirment que l'initiative a rapidement donné des résultats positifs, en particulier auprès d'une jeune génération de commandants locaux qui n'ont rejoint l'EIGS que lors de la vague de recrutement de 2018.³⁰

Le programme de démobilisation est présenté comme un axe essentiel de la

25 «S'ils renoncent au terrorisme, s'ils renoncent à la violence (...) ils vont être réinsérés dans la société, ils vont l'être économiquement aussi. Voilà l'offre que je leur ai faite depuis longtemps sur laquelle je reste et je souhaite qu'ils m'entendent», a promis le chef de l'Etat lors d'une rencontre avec les communautés de la zone tribordaire. «Niger : Mohamed Bazoum 'tend la main' aux chefs djihadistes», *TV5 Monde*, 3 juin 2022.

26 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

27 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

28 De nombreux acteurs du dialogue ont fait référence à l'existence d'un cessez-le-feu. Certains ont daté ce cessez-le-feu de janvier 2020, date de la dernière attaque significative de l'ISS contre les forces de sécurité nigériennes, tandis que d'autres l'ont fait remonter à juillet 2021, lorsque l'ISS a envoyé une délégation de commandants locaux pour s'entretenir avec les autorités nigériennes. Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

29 Pour en savoir plus sur ces efforts, voir J. Ella Abatan & R. Hoinathy, «Reussir Goudoumaria : les ex-associés de Boko Haram se réintègrent-ils ?» *ISS*, 8 déc. 2021.

30 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

campagne nationale. En plus de retirer les combattants du champ de bataille, le programme de démobilisation offre également un raccourci permettant d'accélérer les procédures judiciaires pour des centaines de détenus qui sont inculpés et qui pourraient voir leur dossier clarifié devant les communautés. Cela contribuerait à instaurer la confiance et à réconcilier les communautés sur le long terme, ainsi qu'à renforcer la confiance dans le système judiciaire.³¹ Cependant, certains leaders communautaires et médiateurs sont sceptiques quant aux prétentions du programme. Nombreux sont ceux qui, connaissant bien le groupe, remettent en question le processus de vérification des déserteurs et soupçonnent que nombre d'entre eux sont des opportunistes plutôt que de fervents combattants de l'EIGS, voire même des partisans.³²

Dans le cadre d'un dialogue distinct mais parallèle depuis 2021, un comité spécial composé essentiellement d'émissaires peuls et placé sous la direction du ministre de l'intérieur s'est principalement concentré sur l'établissement de contacts, en particulier avec des commandants peuls locaux. Les pourparlers sont en cours et les émissaires affirment que, bien qu'ils aient accès à des personnes de haut niveau des deux côtés, il est beaucoup trop tôt pour se prévaloir d'un succès et de résultats concrets.³³

Les premiers indicateurs suggèrent que l'environnement est favorable à de tels

pourparlers. Tout d'abord, les émissaires bénéficient du soutien de haut niveau de responsables politiques qui tendent à définir les objectifs des militants non pas comme un programme terroriste radical de «guerre éternelle», mais plutôt comme des objectifs politiques réalisables.³⁴ Il s'agit notamment de libérer les prisonniers peuls qui ont été arrêtés arbitrairement, d'améliorer les conditions de vie des communautés peules, de désarmer les milices communautaires et de lancer des réformes administratives et de gestion des terres dans les zones contestées. En ce qui concerne les militants, la volonté apparente du Niger d'entamer des négociations sur ces questions suggère de la bonne foi, tout comme sa résistance à armer et à soutenir les milices communautaires. Cependant, les pourparlers ont déjà échoué et des mesures de renforcement de la confiance sont nécessaires.

À cet effet, dans les premiers mois de 2022, le Niger a libéré un groupe de prisonniers détenus pour terrorisme à la prison de haute sécurité de Koutikala. Il s'agissait, selon divers témoignages, de trois à huit chefs locaux de l'EIGS et d'au moins une douzaine d'autres hommes qui avaient été arrêtés arbitrairement lors d'opérations antiterroristes excessivement zélées qui tendaient à cibler les habitants des zones rurales et les Peuls en particulier.³⁵ Leur libération était une mesure de confiance destinée à enclencher une nouvelle série de pourparlers menés par les émissaires du Comité nouvellement désignés, envoyés

31 Entretien téléphonique avec le KAS, janvier 2023.

32 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

33 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

34 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

35 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

pour prendre contact avec les chefs des communautés d'Abala, d'Ayorou, de Torodi et de Tera. En outre, plusieurs des détenus, qui se sont engagés à servir de médiateurs avec l'EIGS après leur libération, ont été perçus comme des atouts utiles dans le cadre de la stratégie globale de rapprochement avec le commandement de l'EIGS.

Cette mesure a donné des résultats mitigés et parfois risqués. L'EIGS a tué un détenu qui tentait de servir d'intermédiaire entre les autorités nigériennes et l'EIGS peu de temps après sa libération, démontrant ainsi les risques permanents auxquels les médiateurs sont confrontés et signalant aux autorités Nigériennes que le groupe n'était pas encore prêt à négocier. En outre, la plupart des détenus libérés ont été détenus sur la base de soupçons, de fausses informations et de dénonciations, sans aucune base juridique permettant d'engager des poursuites à leur rencontre.³⁶ La nature arbitraire de ces arrestations met à mal la bonne foi et la générosité supposées de ces libérations.

Les efforts visant à réconcilier les communautés ont constitué une dernière composante - non moins vitale - des stratégies de dialogue visant à stabiliser le Nord-Tillabéri. En janvier 2023, les communautés peules et djermas du département de Banibangou ont signé un accord de paix local, salué comme le premier forum intercommunal d'envergure dans le Nord-Tillabéri depuis un certain temps.³⁷ Les accords locaux

comme celui-ci, et les accords de paix communautaires similaires négociés par les autorités locales d'Abala ces dernières années entre les communautés Peul et Daosahak, ont un rôle clé à jouer dans l'avancement des stratégies de dialogue national. En particulier, ces processus offrent une couverture et un forum pour aborder des questions sensibles telles que le désarmement des groupes armés communautaires et la résolution des principales frustrations, liées non seulement à l'insécurité mais aussi au manque d'infrastructures et de scolarisation, aux systèmes judiciaires partiels, au harcèlement et à la marginalisation des communautés, en présence de hauts fonctionnaires de l'État tels que le ministre de l'intérieur.³⁸ Le désarmement de la milice Banibangou reste une priorité pour les participants peuls et les observateurs internationaux.

Plus immédiatement, les accords locaux peuvent contribuer à stabiliser

d'un processus de médiation facilité pour la première fois par le Centre pour le dialogue humanitaire en mai 2021. Des chefs communautaires et religieux ainsi que des représentants des femmes, des jeunes et des groupes d'autodéfense ont tous contribué au processus. Les parties signataires se sont engagées à travailler ensemble pour mettre fin aux vols de bétail et restituer le bétail saisi à ses propriétaires légitimes, à cesser d'associer les communautés aux groupes armés, à empêcher les attaques de représailles contre les civils en cas d'attaques par des groupes armés, à soutenir la libre circulation des personnes et l'accès aux marchés hebdomadaires pour toutes les communautés dans la zone spécifiée, et à aider les villageois déplacés à retourner pacifiquement dans leur village. «Accord de paix entre communautés du département de Banibangou », Banibangou, 21 janvier 2023.

38 Bien que l'EIGS ne fasse pas officiellement partie de l'accord, les signataires affirment qu'il n'aurait pu aboutir qu'avec l'accord tacite du groupe, tandis que les signatures des autorités locales et, dans le cas du forum de Banibangou, la présence du ministre de l'intérieur, témoignent d'un soutien formel de l'État.

36 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

37 Bien que la signature ait eu lieu dans le contexte de la stratégie nationale de sensibilisation, elle a été le fruit

les économies locales. Dans le cas de Banibangou, les combats entre les communautés djerma et peules ont eu de graves répercussions économiques sur l'ensemble du département : les agriculteurs n'ont pas pu récolter pendant deux ans, tandis que les éleveurs ont été empêchés de pratiquer la transhumance coutumière et de vendre du bétail sur les marchés locaux.³⁹ En prévision de la signature de l'accord, les éleveurs peuls avaient déjà commencé à retourner à Banibangou en janvier 2023, mais avec circonspection et dans des zones plus peuplées : beaucoup hésitaient à retourner dans les camps de peur d'être pris pour cible par les FDS ou la milice djerma.⁴⁰ En mars 2023, lors d'un forum organisé par la HACP à Ayerou, les autorités ont assuré aux personnes déplacées d'Inatès qu'elles étaient sur le point de réunir les conditions nécessaires à leur retour définitif en toute sécurité.

39 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

40 Un chef de communauté a même suggéré que ce qui était salué comme un « retour » pourrait être davantage lié aux schémas annuels des pasteurs qui retournent traditionnellement du côté nigérien de la frontière de novembre à juillet. Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

RECOMMANDATIONS

Alors que le Mali et le Burkina Faso redoublent d'efforts dans leurs campagnes antiterroristes avec des résultats désastreux, confiant les opérations à des mercenaires étrangers et à des milices communautaires, la stratégie d'ouverture du Président Bazoum représente une rare exception à des tendances régionales inquiétantes. La stratégie du Niger mérite d'être reconnue pour avoir contribué à désamorcer et à commencer à démêler les facteurs à l'origine de la violence dans le nord de la région de Tillabéri. Les acteurs de la sécurité régionale, y compris les dirigeants militaires du Mali et du Burkina, ainsi que les partenaires étrangers tels que la France, l'Union européenne et ses États membres, et les États-Unis, seraient bien avisés d'étudier cette approche et de tenir compte de l'utilisation efficace de moyens non militaires dans la poursuite de la paix.

Les autorités nigériennes s'efforcent d'affiner une combinaison judicieuse de mesures de sécurité visant à protéger les civils et d'initiatives de dialogue s'adressant aux commandants locaux de l'EIGS ainsi qu'à leur base. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie de réconciliation à l'échelle nationale, soutenue par un véritable capital politique. La région reste toutefois extrêmement fragile et pourrait facilement basculer à nouveau dans l'instabilité. Maintenir et continuer à affiner ces mesures pourrait faire la différence entre perdre le nord de Tillabéri au profit d'une spirale de violence plus grave en cas de nouvelle flambée et de s'en protéger.

Le 10 février, des militants ont attaqué une unité militaire nigérienne patrouillant

à la frontière malienne dans le nord-ouest de Banibangou, près d'Intagamey (département de Ouallam), tuant au moins 17 soldats, selon le ministère nigérien de la Défense, et en blessant 13 autres. Des images diffusées par l'EIGS, qui a revendiqué l'attaque, montrent des soldats capturés vivants et sommairement exécutés. Le groupe a revendiqué un bilan beaucoup plus élevé de 35 morts. Cette attaque montre à quel point la menace demeure élevée le long de la frontière malienne et témoigne de la volonté renouvelée des FDS de sécuriser cette zone, après avoir reculé ces dernières années sous la forte pression des militants. Survenant quelques semaines après la signature de l'accord de Banibangou, qui avait été largement accepté par l'EIGS, l'attaque pourrait indiquer des dissensions dans leurs rangs quant à l'ouverture de certaines factions à la poursuite des négociations et des cessez-le-feu locaux, et pourrait représenter une tentative de sabotage de ces mesures.

Les prochaines étapes sont cruciales. Les responsables de la sécurité et du dialogue doivent maintenir le cap. Dans cette atmosphère très tendue, les mesures visant à instaurer la confiance sont plus importantes que jamais. Les processus de dialogue à plusieurs voies progressent, mais lentement, de manière inégale et sans grand degré de coordination. En outre, alors que les initiatives de sensibilisation se sont multipliées au cours du premier semestre 2022, l'élan a semblé retomber au cours du second.⁴¹ Il est essentiel de s'appuyer sur ces progrès

41 Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

rapides pour préserver les acquis. Pour les commandants nigériens de l'EIGS, les décès signalés de Petit Chafari et d'autres chefs locaux opérationnels pourraient présenter une ouverture pour convenir d'un cessez-le-feu et éventuellement entamer des pourparlers. Cependant, ils pourraient tout aussi bien utiliser ce temps pour se réorganiser, regagner des forces, et lancer une nouvelle offensive une fois que les questions internes de structure et de leadership auront été réglées.

Afin d'éviter cette situation, le HACP et le comité spécial devraient continuer à faciliter les discussions et les éventuelles négociations avec les commandants locaux de l'EIGS. Les efforts de dialogue avec les communautés locales, tels que le processus de Banibangou, peuvent soutenir cette démarche en encourageant une formulation plus spécifique et plus politique des demandes. Le désarmement de la milice Banibangou reste une priorité pour les participants peuls et les partenaires internationaux. Il sera également crucial pour garantir la sécurité des communautés déplacées qui sont par ailleurs prêtes à rentrer chez elles. Mais des discussions plus approfondies doivent également avoir lieu sur les questions de la représentation, l'inclusion, les ressources, le développement, la justice et les droits des minorités.

Plus tôt les deux parties pourront explorer les voies d'une transition vers des négociations politiques, mieux ce sera. L'amélioration de la coordination entre les multiples voies de dialogue pourrait aider les acteurs à progresser vers cet objectif. Des réformes administratives récentes ont

cherché à accroître la coordination entre ces différentes voies de et les agences de renseignement, y compris une réunion hebdomadaire des médiateurs.⁴² Bien que certains suggèrent une amélioration de la coopération entre les quatre agences de renseignement, il demeure un manque de coordination entre les différents acteurs impliqués dans les processus de dialogue. En effet, ces derniers sont souvent en concurrence et se méfient les uns des autres. Une coopération plus étroite entre la HACP et le ministère de l'Intérieur, qui poursuivent les mêmes objectifs, serait un moyen essentiel de veiller à ce que ce projet ne perde pas son élan.

42 Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

TILLABERIE

DU SUD-OUEST

La recrudescence de la violence dans la région de sud-ouest Tillabéri, le long de la frontière avec le Burkina Faso, met à mal l'emprise de l'État sur une région fragile, provoquant le déplacement de dizaines de milliers de personnes.

Depuis 2021, la coalition djihadiste Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM) a redoublé la pression sur les résidents ruraux, les forces de défense et de sécurité nigériennes et les cibles des mines d'or dans le sud-ouest de Tillabéri. L'expansion progressive du JNIM vers le sud, en direction des États côtiers d'Afrique de l'Ouest, en a fait un corridor attrayant pour les militants désireux d'intensifier le recrutement et de relier les opérations qui s'étendent du nord du Mali au parc W, dans le nord du Bénin. Dans le département de Say, en particulier à Tamou et à Samira, les activités informelles d'extraction de l'or ont attiré les groupes armés, devenant une ressource financière clé pour les militants. Ceci pose des défis complexes aux forces de l'État qui doivent trouver des moyens de gérer une ressource rare sans aliéner davantage des communautés rurales clés. En outre, à la suite de deux coups d'État en l'espace de neuf mois au Burkina Faso, la perturbation des services de sécurité du côté burkinabé de la frontière a rendu la frontière avec le Niger plus exposée.

Le Niger est confronté à des défis complexes le long de cette zone frontalière de plus en plus contestée. Il doit maintenir une présence sécuritaire ferme sans mettre trop à l'épreuve les relations avec les communautés de la ligne de front qui y vivent. Les autorités doivent également

gérer avec soin les différends afin d'éviter qu'ils ne dégénèrent en affrontements intercommunautaires.

L'implantation du JNIM le long de la frontière entre le Niger et le Burkina Faso lui a fourni de nombreuses ressources nouvelles. Les militants y attirent de nouvelles recrues en leur offrant des rémunérations et des motos, s'abritent dans la zone boisée du Parc W, échappant ainsi à la surveillance aérienne, et élargissent leur base financière en taxant les orpailleurs artisanaux, notamment à Tamou (département de Say) et à Samira (département de Tera). Les sites miniers peuvent également servir de terrains d'entraînement pour les insurgés, en offrant une formation aux explosifs et en fournissant du nitrate d'ammonium, un élément à double usage qui est le principal ingrédient des engins explosifs improvisés.

Les militants affiliés au JNIM cherchent également de plus en plus à régler les affaires au sein des villages sous leur contrôle. Ils fixent notamment les taux de dot et prélèvent la zakat auprès des éleveurs peuls et des villages agricoles djarma.⁴³ Les fonctionnaires locaux, les habitants et les chefs de communautés décrivent le comportement des militants comme relativement discipliné, probablement pour attirer les recrues et faciliter leur acceptation par les habitants. Cette acceptation passe par le prélèvement de taxes modestes, le contrôle des niveaux de violence, la limitation des raids contre le bétail et la concentration des attaques contre les FDS et ceux qui collaborent avec

43 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

l'État, plutôt que contre les civils.⁴⁴ Dans la commune rurale de Gotheye (département de Tera), les habitants affirment que les informateurs de la JNIM sont présents dans la plupart des villages. Les autorités locales, qui savent souvent qui ils sont, ne les dénoncent pas par crainte de représailles.

La commune rurale de Dargol (département de Tera) a été le théâtre de plusieurs attaques récentes, dont un attentat à l'explosif improvisé le 21 février 2021 contre un véhicule transportant une délégation de la CENI lors du second tour des élections présidentielles, qui a fait sept morts, et un attentat en juin 2022 qui a tué huit gendarmes et en a blessé 33 autres. Des hommes armés auraient également enlevé des autorités de la mairie de Dargol en 2022.

Bien que les marchés restent ouverts à Gotheye et à Dargol, presque toutes les écoles rurales sont fermées en raison des menaces et de l'insécurité, tandis que l'interdiction des motos a limité les activités et les opportunités économiques, en particulier pour les jeunes hommes. Les habitants craignent que l'interdiction des motos et la fermeture des écoles ne finissent par favoriser le recrutement par les groupes armés en éliminant d'autres possibilités de mobilité sociale et économique.

Face à de nouvelles craintes, incertitudes et menaces, les déplacements à grande échelle ont précipité une crise alimentaire régionale. Dans le département de Tera,

par exemple, depuis 2021, 93 villages sur un total de 182 n'ont pas pu récolter leurs cultures en raison de l'insécurité et des déplacements. De plus, de nombreux éleveurs qui ont fui la violence ont été contraints de vendre leur bétail.⁴⁵ Tera est sous pression sur trois fronts. À l'Est, certains habitants des localités de Kokorou et Diagorou ont pris les armes et se sont lancés dans le banditisme ; au Nord, les armes et les tensions affluent vers le Sud depuis les zones frontalières contestées de Gouroual et Bankilare⁴⁶ ; et à l'Ouest, les militants sont de plus en plus actifs du côté burkinabé de la frontière.

Le Niger a entrepris des efforts pour contenir le conflit le long de la frontière avec le Burkina, en mettant en place des mesures de sécurité et en travaillant à la gestion des tensions sociales et communautaires. Comme ailleurs, la sécurisation accrue a parfois attisé les tensions, ce qui signifie qu'une attention toute particulière est nécessaire pour trouver le juste équilibre entre ces deux objectifs.

En avril 2021, une unité de la force conjointe du G5 Sahel déployée à Tera a été retirée à la suite d'une enquête sur trois cas de viols signalés, dont celui d'une fillette de 11 ans.⁴⁷ Depuis, les habitants de Tera se disent plus satisfaits des déploiements de sécurité, en particulier de la force Haw Hillikoy, une force d'élite entraînée par les Américains

44 Entretiens KAS, Niamey, janvier 2023.

45 Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

46 «Déclaration des ressortissants des communes du Goroual et de Bankilare relative à l'insécurité», 30 janvier 2023.

47 «Force conjointe du G5-Sahel - Communiqué de presse», 3 avril 2021.

qui a acquis une expérience de la lutte contre l'insurrection à Diffa avant d'être redéployée à Tera. Les habitants de Tera, issus de plusieurs communautés, ont déclaré que cette force avait contribué à renforcer la stabilité et à repousser les militants sans provoquer de tensions avec les communautés locales.⁴⁸

Dans le même temps, les autorités locales ont contribué à prévenir les débordements et les affrontements intercommunautaires en travaillant à la sensibilisation des communautés rurales. Par exemple, le conseil municipal de Tera a suspendu la taxe de marché qu'il percevait traditionnellement sur les marchés frontaliers, ce qui a permis de réduire les tensions autour des marchés et de maintenir opérationnelles des lignes de vie économiques et sociales vitales. Dans le même temps, les chefs traditionnels et les dirigeants communautaires ont tendu la main aux familles des groupes armés actifs le long de la frontière entre le Burkina et le Niger, les exhortant à se désarmer et à maintenir des couloirs de communication avec le JNIM. En outre, les autorités locales affirment que les mécanismes de résolution des conflits, tels que les Commissions Foncières de Base (COFOB), leur ont permis de régler les différends entre les communautés concernant les ressources partagées avant que ceux-ci ne dégénèrent.⁴⁹ L'insécurité et les bouleversements au Burkina ont entravé certains de ces efforts. Depuis 2016, les organisations des communes frontalières se réunissent régulièrement pour coordonner les échanges entre les

autorités locales le long de la zone des trois frontières. Le second coup d'État au Burkina Faso a mis à rude épreuve ces échanges transfrontaliers après que la junte ait dissous les conseils municipaux élus et les a remplacés par des administrateurs nommés qui possèdent moins de légitimité locale.⁵⁰

Au sud de Tera, dans le département de Say, une série d'attaques de plus en plus fréquentes a fini par opposer les forces de sécurité aux civils. Tout a commencé avec l'attaque, fin octobre, d'un poste de garde forestier par des militants. Les gardes forestiers de la région, contrevenant à la fermeture des mines d'or artisanales par le gouvernement, taxaient les mineurs qui continuaient à travailler, s'attirant ainsi les foudres des mineurs et des militants qui exploitaient les mines.⁵¹ Le 24 octobre, des militants ont tué deux gardes nationaux sur le site aurifère de Mbangha (Gotheye) et, le lendemain matin, deux autres policiers à un poste de contrôle à Tamou (département de Say). Les forces de sécurité nigériennes ont répondu par une démonstration de force extrême, utilisant des hélicoptères et des drones dans une offensive terrestre et aérienne contre la mine d'or artisanale de Tamou qui a mis le feu au site, tuant entre des dizaines et des centaines de mineurs civils, selon des témoins et la population locale. Les déclarations officielles, rappelant que les mines étaient fermées depuis des mois, ont affirmé que l'assaut avait tué sept «terroristes», mais la société civile a mis

48 Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

49 Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

50 Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.






51 «Les bandits sont d'abord venus et ont tiré sur les gardes forestiers parce qu'ils taxaient les orpailleurs», a déclaré un député local. Entretien KAS, Niamey, janvier 2023.

en garde contre un massacre qui aurait pu faire beaucoup plus de victimes parmi les mineurs artisanaux. Le 23 janvier, les autorités ont arrêté le responsable d'une enquête sur l'attaque.⁵²

52 «Niger : détention arbitraire d'Abdoulaye Seydou», *FIDH*, 3 février 2023.



Programme Régional Sahel Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

-  Badalabougou – Est / Route Magnambougou Faso Kanu
Derrière la Station ORYX & la Station SHELL
-  B.P E 1274 –Bamako Mali
-  (223) 20 23 00 36
-  info.bamako@kas.de
-  kas.de/sahel